



14ème législature

Question N° : 16009	De M. Marc Goua (Socialiste, républicain et citoyen - Maine-et-Loire)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie et finances		Ministère attributaire > Économie et finances
Rubrique > impôt sur le revenu	Tête d'analyse > calcul	Analyse > assistants maternels. indemnités de repas. réglementation.
Question publiée au JO le : 22/01/2013 Réponse publiée au JO le : 12/02/2013 page : 1576		

Texte de la question

M. Marc Goua attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la déclaration de revenus des assistants maternels. En mars 2012, le ministère de l'économie et des finances a précisé que les assistants maternels ont désormais l'obligation de déclarer dans leurs revenus une indemnité de repas, que celui-ci soit fourni réellement ou pas à l'enfant. Selon le ministère, cette indemnité doit être considérée comme un avantage en nature même s'il s'agit bien d'un repas préparé par le professionnel et donné à l'enfant et non l'inverse. Le ministère de l'économie et des finances avait également précisé à cette occasion que cette somme constante permet de traiter de manière équitable les assistants maternels qui fournissent le repas et ceux qui ne le fournissent pas. Or, dans de nombreux cas, l'assistant maternel ne donne pas le repas (nourrison, allergies...). À ce titre, aucune indemnité n'est versée par le parent employeur. L'obligation de déclarer 4,40 € par repas comme indemnité repas entraînera logiquement une surfacturation pour les employeurs, qu'ils leur soient fourni ou non un repas. Cette disposition entre en contradiction avec les incitations faites par le Gouvernement lors du PLFSS 2013 visant à permettre aux assistants maternels d'accueillir plus d'enfants. Aussi, il lui demande de bien vouloir l'informer des intentions du Gouvernement quant à une situation non satisfaisante tant pour les assistants maternels que pour les parents employeurs.

Texte de la réponse

La profession d'assistant maternel a pour objet l'accueil par l'assistant maternel à son domicile d'un enfant confié par ses parents pour participer à sa prise en charge et son épanouissement. La prise en charge de l'enfant s'entend notamment de la fourniture des repas que constitue une dépense incombant normalement à l'assistant maternel. Le régime spécial d'imposition des assistants maternels prévu à l'article 80 sexies du code général des impôts (CGI) tient compte des modalités spécifiques selon lesquelles s'exerce leur activité. Conformément à cet article, ils déduisent, avant l'abattement pour frais professionnels de 10 %, une somme forfaitaire représentative des frais d'entretien et d'hébergement des enfants (qui couvre notamment les frais éventuellement engagés pour la fourniture de repas par l'assistant maternel). De manière dérogatoire, les assistants maternels ont ainsi droit à une double déduction au titre des frais professionnels. La prise en compte dans la rémunération imposable de la prestation en nature constituée par la fourniture du repas de l'enfant n'est ainsi que le corollaire de cette déduction exceptionnelle d'une somme représentative de frais liés à l'entretien et l'hébergement des enfants. Cette prise en compte dans la rémunération imposable de la prestation en nature constituée par la fourniture du repas de l'enfant s'explique également par l'impossibilité de traiter différemment les assistants maternels, selon qu'ils fournissent ou non les repas des enfants qu'ils hébergent. En effet, l'indemnité de repas versée par l'employeur, lorsqu'il ne fournit pas lui-même le repas, est également intégrée dans la rémunération imposable. En pratique, soit l'assistant maternel fournit le repas et perçoit en contrepartie une indemnité de repas imposable, soit le parent employeur fournit le repas de

l'enfant en lieu et place de l'assistant maternel et cette fourniture de repas constitue une prestation en nature imposable au même titre de l'indemnité de repas. Au total, toute remise en cause du principe de cette réintégration dans le revenu imposable des repas fournis par l'employeur ne pourrait se faire sans une révision globale de l'équilibre qui régit actuellement le régime fiscal spécifique des assistants maternels. Il est toutefois rappelé que le montant de la prestation en nature correspondant à la fourniture du repas par l'employeur peut être fixé librement par les parties dans le contrat de travail ou par un avenant à celui-ci. Il s'agit d'un montant journalier et par enfant, quel que soit le nombre de repas fourni par le parent-employeur dans une même journée. Par ailleurs, eu égard à la nature particulière de l'allaitement maternel, il est admis que la fourniture de ce lait maternel ne constitue pas une prestation en nature imposable. Enfin, pour tenir compte du fait que ces modalités d'imposition de la prestation en nature du repas fourni par le parent-employeur n'ont été officiellement rappelées aux assistants maternels qu'au début de l'année 2012, les services fiscaux, pour les années antérieures, étudieront chaque situation avec bienveillance.